



# DE LA PAUVRETE REPRODUCTION DE LA SOLIDARITÉ

Curieusement, on demande souvent à des experts de fournir le fin mot de l'histoire sur la question de la pauvreté. Pourtant, le cinquième le plus pauvre de la population peut contribuer de façon plus qu'experte au développement des connaissances sur la question, pour autant qu'on s'organise en conséquence: il faut simplement commencer par s'adresser à lui!

Notre groupe, le Carrefour de pastorale en monde ouvrier<sup>1</sup>, a décidé cette année de mettre en évidence cette expertise dans le cadre de ce que nous avons appelé des «carrefours de savoirs»<sup>2</sup>: une question se pose, on réunit toutes sortes de «mondes» pour y répondre, sans oublier les principaux intéressés, en l'occurrence ici les personnes qui vivent la pauvreté. Je vais raconter deux de ces expériences, à la fois pour ce qu'on en apprend et pour la méthode utilisée: le savoir humain, c'est vivant; alors, pourquoi ne pas refaire soi-même les expériences et découvrir de nouvelles facettes à la question? Dans les deux cas, la participation des personnes qui vivent la pauvreté a contribué à transformer la façon dont on abordait la question.

## Une rencontre sur la pauvreté aux Saules : que disent les participantes et le participant de la cuisine collective?

Dans une des situations, Yves, un animateur de pastorale, Ginette, une organisatrice communautaire et Johanne, une diététiste du CLSC, se demandent comment s'y prendre pour faire le point sur les interventions du milieu des Saules à Québec en matière de lutte contre la pauvreté. Ils ont l'idée d'organiser une soirée où se rencontreraient les différents organismes paroissiaux, sociaux et communautaires, et me proposent de la préparer avec eux et d'y donner une petite conférence. Je suggère que nous invitions des personnes appauvries à participer à la soirée. Il est bien différent en effet de parler de pauvreté entre intervenants et avec les personnes en situation de pauvreté<sup>3</sup>. Justement, dans les projets qui marchent bien, il y a des cuisines collectives. On pourrait inviter leurs membres. Comment faire participer ces personnes à l'élaboration collective des connaissances sur la pauvreté pendant la soirée? Quel moyen trouver pour qu'elles nous disent sans honte, en tant que personnes

pauvres, ce qu'elles savent de la pauvreté? Nous choisissons une technique bien simple: elles seront invitées à nous apporter chacune un objet symbolisant pour elles leur vision de la pauvreté. Ce sont elles qui commenceront la soirée.

Le jour fixé, cinq personnes représentant les cuisines, quatre femmes et un homme, répondent à l'appel, et rencontrent une trentaine de personnes très actives dans le réseau de solidarité du milieu. Une fois les présentations faites, elles nous livrent le sens des objets qu'elles ont apportés.

Sandra présente d'abord une boîte de macaroni au fromage, parce que ça revient souvent au menu. *Quand on est pauvre, on ne mange pas ce qu'on veut, ça manque souvent de variété!* Puis, elle montre une bouteille vide de deux litres. À la fin du mois, on ramasse toutes les bouteilles qu'on trouve dans la maison pour les vendre, on ramasse toutes les cennes noires. Les cennes noires... tiens, moi qui pensais qu'on en était depuis quelque temps au dollar près, voilà que j'apprends qu'on est à la cenne près. Sandra me fait changer d'échelle. *La pauvreté,*

*c'est vivre sur une échelle de grandeur que d'autres n'imaginent pas. Enfin, elle sort un litre de lait: le plus important, à cause des enfants. La pauvreté, c'est craindre que des personnes dont on est responsable manquent de quelque chose.*

Lucie nous fait deviner pourquoi elle tient une boîte de chaussures vide dans les mains. Parce que les souliers coûtent cher? Non. Ce sont «mes quatre murs de la maison». *Être pauvre, c'est être confinée chez soi alors qu'on rêve d'être ailleurs, parce que les sorties, ça coûte cher et qu'on n'en a pas les moyens pour soi et pour ses enfants.*

Pourquoi Sonia a-t-elle choisi un élastique? Parce qu'il faut toujours tout étirer, les produits, les repas, mais il arrive qu'un élastique trop étiré, ça pète! Avec la cuisine collective, on étire, on fait du chemin avec un paquet de viande! *La pauvreté, c'est connaître la valeur des choses et prendre conscience du manque des uns et du gaspillage des autres.*

Sylvie a apporté un paquet de couches parce qu'elle a peur d'en manquer. Elle reçoit une subvention de l'aide sociale pour acheter les couches d'un de ses trois petits, qui est handicapé. S'il fait beaucoup de diarrhée, la réserve s'épuise trop vite. Elle s'inquiète, Sylvie, de la réforme de l'aide sociale. Elle a calculé *avec* sa tra-

vaillante sociale qu'elle perdrait pas mal d'argent par rapport à ce qu'elle reçoit en ce moment. Elle en perd le sommeil parce qu'elle se demande comment elle va arriver dans son budget. De la réforme à venir, elle ne connaît pas grand chose, seulement l'inquiétude que cela suscite! *La pauvreté, c'est vivre ce que certains appellent le cumul des précarités: manque de revenus et de sécurité financière, manque de santé, manque d'information, manque de support*<sup>4</sup>. Les quatre femmes sont responsables seules de leurs petits. *La pauvreté, c'est aussi être tenue dans la dépendance hors des circuits où les choses se décident.*

Bertrand est le seul homme chef de famille monoparentale du groupe. La pauvreté, c'est du nouveau dans sa vie. Elle lui est tombée dessus il y a maintenant quatre ans. Il nous montre un livre de psychologie, *S'aider soi-même*, pour illustrer la solitude et la nécessité de se débrouiller sans compter sur les autres. À son arrivée aux Saules, les premiers temps, la seule personne qu'il connaissait était la bibliothécaire. *La pauvreté, c'est pire si on est seul, sans réseau, sans appartenance. On se sent alors exclu.*

Qu'y a-t-il de plus à dire? La conférence est faite. J'introduis un cadre de référence expliquant qu'un bon système social, c'est un système qui met la personne au centre et qui

tient compte de trois axes vitaux: répondre à ses besoins, avoir des activités et participer à la société en exerçant sa citoyenneté. Malheureusement, c'est plutôt une échelle sociale, de même que le trou dans les finances publiques, qui priment sur les «personnes au centre».

On essaie de placer les objets apportés par le monde de la cuisine sur les trois axes. La boîte de macaronis, la bouteille, le lait et les couches entrent dans la case de l'insécurité et du manque au niveau des besoins. Les quatre murs vides, c'est la difficulté d'avoir accès à des activités. Le livre de psychologie est associé à la citoyenneté, que les gens apparentent dans la discussion à la société, ce qu'on pourrait appeler en termes savants la sociabilité. Quant à l'élastique, il renvoie à la personne «en personne», qui est touchée, stressée, tendue.

On essaie de voir ensuite avec les personnes présentes dans la salle à quels axes s'adressent plutôt les interventions de lutte contre la pauvreté aux Saules. On constate que plusieurs servent à suppléer aux manques en ce qui concerne la satisfaction des besoins, et qu'il y aurait matière à réfléchir à ce qui pourrait être fait du côté des activités et de la citoyenneté. Toutefois, Lucie nous étonne en repositionnant successive-

ment la cuisine collective dans les besoins, les activités et la citoyenneté. Bien sûr, la cuisine répond à des besoins alimentaires, mais on s'active drôlement pour y répondre, et «c'est nous qui avons décidé de partir ces cuisines», donc c'est de la citoyenneté! Comment disent-ils ça, les théoriciens du développement économique communautaire? La meilleure façon de lutter contre la pauvreté, c'est *l'empowerment*<sup>5</sup>: les gens, ensemble, prennent le contrôle de leur environnement social et économique. C'est ce que Lucie vient de nous dire.

**À la rescousse de Centraide: Comment ça arrive, la pauvreté? Qu'est-ce qui fait qu'on ne s'en sort pas?**

Bon. On va les laisser là, eux autres, comme ils disent dans les contes, et on va revenir quelques mois en arrière. Le téléphone sonne au CAPMO. On m'invite à participer au Comité de développement social de Centraide. Centraide ayant fait de la pauvreté une priorité à Québec, il est question de réfléchir cette année sur les facteurs de reproduction de la pauvreté. «Jamais sans la gang!», me rappelle l'esprit des carrefours de savoirs. Qui siège sur ce comité? Des gens qui, en plus d'être des travailleurs et travailleuses de CLSC, des chercheurs, des intervenants et intervenantes du milieu, s'impliquent bénévolement

et personnellement dans Centraide ou dans la communauté. Est-ce qu'on ne pourrait pas songer à inviter dans ce comité des personnes appauvries qui pourraient venir enrichir la discussion? Ne serait-il pas possible de mener la recherche sur les facteurs de reproduction en question avec des personnes de milieu populaire? Francine, mon interlocutrice, est ouverte à la deuxième suggestion. Justement, Michel, un étudiant en service social, doit faire une revue de la littérature et proposer un cadre de réflexion. On pourrait envisager de compléter ce travail par un moment de réflexion théorique avec un groupe élargi. Pourquoi la réflexion théorique serait-elle toujours savante?

Michel souscrit entièrement à l'idée. Nous nous rencontrons à quelques reprises pour préparer la journée et élaborons une liste de «théoriciens» comprenant des membres du comité de développement social ainsi que des personnes ayant participé au Jeûne à relais du refus de la misère<sup>6</sup>. Chaque personne est associée à des milieux et activités qui lui donnent différentes perspectives sur la pauvreté: implication paroissiale, études universitaires, activité militante au CAPMO, déficience intellectuelle, expérience de toxicomanie, chômage prolongé alors qu'on est fortement scolarisée, isolement

face au marché du travail du fait d'avoir la charge de jeunes enfants. Nous sommes une vingtaine en tout qui acceptons de faire de la théorie ensemble pendant toute une journée.

Ce matin-là, après les présentations, nous expliquons nos deux questions de recherche, production et reproduction de la pauvreté, que nous avons reformulées comme suit: comment ça arrive, la pauvreté? Qu'est-ce qui fait qu'on ne s'en sort pas? Nous allons partir de notre propre expérience pour construire notre théorie. Dans l'après-midi, nous confronterons cette théorie à la revue de littérature que Michel a préparée.

**Comment ça arrive, la pauvreté? Une sculpture vivante**

Alors, comment ça arrive la pauvreté? Pour développer notre théorie, nous utilisons la technique de la sculpture vivante, qui présente l'avantage de mettre en relation dynamique les perceptions des uns et des autres et les amène ainsi à se compléter. Imaginons que nous sommes un groupe d'artistes à qui Centraide donne comme mission de construire une sculpture expliquant comment arrive la pauvreté pour l'entrée de son édifice. Cette sculpture doit être réalisée avec des personnes vivantes.

La première étape consiste à dresser la liste des mots qui nous apparaissent spontanément comme des éléments de la réponse. Il peut s'agir d'acteurs, de concepts, d'objets. Chaque mot est inscrit sur une bande de carton et fixé au tableau. Quelqu'un casse la glace, et nous voilà bientôt avec une liste d'une quarantaine de mots.

La sculpture maintenant. Par où commencerions-nous si nous avions à fabriquer une sculpture avec ces matériaux? «Par l'argent concentré dans quelques bourses», répond Bernard. Il sort son porte-monnaie et le tient très haut, comme si on ne pouvait pas l'atteindre. On épingle sur lui la bande avec le mot correspondant et le groupe lui donne une position au centre de l'«espace théorique»!

Ensuite? L'endettement, le déficit, propose Céline, qui se retrouve à son tour étiquetée avec les deux bandes en question. Elle se place très bas devant l'argent, une main tendant un billet de cinq dollars vers l'argent, l'autre poussant vers le bas. C'est le temps d'inclure l'injustice et les coupures, selon Priscilla. On lui donne une paire de ciseaux. Elle va se placer entre l'argent et le déficit et pompe le déficit au profit de l'argent. Avec tous ces facteurs dans le décor, on comprend pourquoi la pauvreté est en train d'arriver.

Cette pauvreté, elle arrive

du côté du travail, par le manque de travail, le manque de confiance en soi, les barrières à l'emploi, explique Roland, qui devient celui qui est repoussé par une des mains du déficit. Tout cela ne se fait pas tout seul, Jeanne d'Arc vient personnifier les décideurs, les politiciens, les patrons, la magouille, tout à côté de Bernard et de son porte-monnaie.

C'est à ce moment que Nathalie entre en scène: la pauvreté, ça arrive aussi par la maladie et les accidents. Elle se couche par terre sous l'espèce d'arc de triomphe formé par l'argent et le déficit, avec les décideurs d'un côté et la main-d'œuvre repoussée de l'autre. Elle devient le nouveau centre de l'espace théorique et le restera. Tant qu'à faire, elle hérite aussi du virage ambulatoire et des décisions économiques qui contribuent à l'appauvrissement. Alors elle brandit un billet d'autobus signifiant «tu dois rentrer chez toi au plus vite». Par la suite, elle gémit constamment en disant «personne ne s'occupe de moi!» et nous racontera, après l'exercice, à quel point c'était étrange d'apercevoir cette sculpture d'en bas, couchée sur le dos, en y étant mais sans vraiment y être.

Sylvain décide d'introduire le néolibéralisme, la doctrine qui chapeaute tout ça. Il monte sur une chaise derrière l'argent et les décideurs qu'il domine et conseille.

André sait très bien à quel point les drogues et la toxicomanie font venir la pauvreté. Il s'empare d'une bouteille de bière, se dérange la couette du toupet comme Olivier Guimond, et se met à tituber d'un bord à l'autre de la sculpture.

Il n'y a pas que ceux qui ont des contraintes à l'emploi, il y a ceux qui le perdent, leur emploi, ainsi que la précarité que vit de plus en plus la classe moyenne. Francine s'en charge et vient se placer devant Roland repoussé par le déficit. Ce geste nous fait comprendre qu'il existe différentes couches de «repoussés»: les gens qui perdent un bon emploi et se retrouvent en chômage ont de meilleures chances de retrouver un emploi que les chômeurs de longue durée qui s'en trouvent encore plus marginalisés.

Parlant de marge, Yolande introduit dans la sculpture l'isolement, la monoparentalité, l'éloignement, le manque d'accès aux ressources (notamment en milieu rural), et se place dans un coin derrière la maladie-accidents, et ça adonne que ce n'est pas très loin de la toxicomanie. On aperçoit ici un cycle: la toxicomanie cause souvent la violence conjugale qui conduit aux blessures dont sont victimes des femmes.

Il reste de moins en moins de mots sur le tableau. Claudia s'empare de la désinformation et des préjugés et se promène entre les gens comme une bar-

rière mobile. Marc choisit le manque de solidarité, l'appétit de richesse, et va se placer entre Yolande, l'isolée, et André, l'intoxiqué, symbolisant ce qui tient tout le monde à distance et empêche les gens de faire des liens.

Claude observe tout cela depuis un bon moment et n'a pas encore trouvé sa place.

Il choisit les exigences de qualification trop fortes, le secondaire V demandé, qui empêchent tant de gens d'être seulement considérés comme une main-d'œuvre possible, et vient se placer aux pieds de la malade. Il s'écrie: «Si on y pensait un peu et qu'on me faisait confiance, moi je pourrais rendre des services à la

malade». Tiens, on dirait que l'économie sociale vient d'apparaître!

Il reste la solidarité, qui conduit parfois des personnes à choisir de ne pas être riches, et donc à vivre une certaine pauvreté volontaire. Il reste les valeurs qui permettent à ce système appauvrissant d'exister. Il reste les deux

## *La politique familiale du Québec : les enfants au cœur de nos choix?*

Françoise David, Huguette Labrecque-Marcoux, Sylvie Lévesque

*pour la Fédération des femmes du Québec, l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS) et la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec*

«Nous jugeons important de maintenir une aide universelle aux familles. En même temps, nous voulons garantir que les besoins essentiels des enfants des familles à faible revenu seront couverts, afin de leur donner, dès le plus jeune âge, des chances égales, sinon plus grandes, de s'épanouir et de réussir (...)»<sup>1</sup>»

Qu'en est-il de cette politique attendue par les parents et présentée par le gouvernement du Québec comme la plus progressiste en Amérique du Nord? Convenons que plusieurs aspects du projet présenté par madame Marois sont effectivement intéressants et prennent en compte les besoins des familles modernes. Cependant, des problèmes majeurs sur le plan du financement viennent ternir le portrait. C'est ce dont nous allons parler en premier lieu.

### **L'allocation unifiée pour enfants: une bonne idée qui a mal tourné**

L'allocation unifiée « *vise à couvrir la totalité des besoins essentiels des enfants des familles à faible revenu*»<sup>2</sup>. Elle remplacera progressivement la presque totalité des programmes québécois pour enfants en vigueur actuellement: les prestations d'aide sociale visant les enfants, l'allocation familiale, les allocations pour jeune enfant et à la naissance, le crédit d'impôt TVQ pour enfants et une partie importante du programme APPORT (soutien au revenu des familles à bas salaire) et de la réduction d'impôt à l'égard de la famille. Le maintien du crédit d'impôt pour enfants et du crédit lié à la monoparentalité assurera une certaine universalité dans l'aide aux familles.

Que faut-il donc penser de l'allocation unifiée pour enfants? Comme plusieurs des mesures adoptées par le présent gouvernement, c'est une bonne idée qui a mal tourné parce que les montants en cause ne sont pas suffisamment généreux. Dans son mémoire présenté à la Commission des affaires sociales, Mme Ruth Rose, professeure en sciences économiques à l'UQAM, démontre, par exemple, que l'allocation unifiée accordera moins d'argent aux familles monoparentales prestataires de l'aide sociale que les programmes existants. Une mère de famille monoparentale ayant deux enfants de moins de six ans, verra son revenu total diminuer de 950\$ par année. Le gouvernement promet de combler une partie de la différence, mais seulement pour

animateurs de l'activité. Vivian choisit la solidarité et Michel les valeurs. Nous ne les plaçons pas dans la sculpture comme telle, mais en faisons une sorte d'air qui circule tout autour.

Une heure plus tard, une fois la sculpture réalisée, nous savons concrètement et pour longtemps comment elle ar-

les familles actuellement bénéficiaires de l'aide sociale ou qui le deviendront au cours de la première année d'implantation de la politique familiale.

Globalement, l'allocation unifiée entraînera une réduction de revenu pour la presque totalité des familles. Seules certaines familles ayant des revenus inférieurs à environ 18 000\$ dont les enfants ont six ans et plus, et qui n'ont plus besoin de services de garde à temps plein, gagneront quelques centaines de dollars par année. Ce sont ces cas que le gouvernement cite constamment en exemple, oubliant tous les autres... La grande majorité des familles à revenu moyen, ainsi que celles dont le revenu est plus faible, dont les enfants ont moins de six ans et qui perdront les allocations de jeune enfant, seront pénalisées par le nouveau régime. Attention donc au discours gouvernemental: les familles de la classe moyenne ne se sacrifient pas pour les familles pauvres. Un grand nombre de ces derniè-

rive, la pauvreté! Nous observons avant de nous séparer les groupements qui sont apparus:

1. le profit, le néolibéralisme, quelques ultrariches et toutes les décisions qui vont dans le sens de leurs intérêts;
2. les exclus et les hors-circuit;
3. les repoussés de l'emploi ré-

res sont elles aussi perdantes!

Pourtant, l'allocation unifiée est une bonne idée. Comparativement au programme APPORT qu'elle remplace, elle offre un revenu plus stable aux parents qui exercent un emploi à faible salaire et elle est plus facile d'accès que les programmes en vigueur. Comme nous l'avons vu, les montants accordés sont trop faibles pour rencontrer les objectifs gouvernementaux, comme par exemple, le fait de constituer une incitation au travail pour les mères de famille monoparentale vivant de l'aide sociale. La solution: augmenter l'allocation unifiée de 500\$ par année par enfant pour les familles à revenu modeste.

### **Les services à la petite enfance: oui, mais...**

Un aspect intéressant de la nouvelle politique familiale concerne le développement de services à la petite enfance. L'arrivée massive des femmes sur le marché du travail a suscité un besoin énorme de services de garde et les services

munéré;

4. les courants qui circulent, qui érigent ou défont des murs (désinformation, préjugés, solidarité, valeurs);
5. le potentiel non utilisé des personnes, zone floue qui pourrait conduire au développement mais aussi à la substitution d'emplois, à l'exploitation ou au

actuels comblent seulement une partie des besoins. D'autre part, ces services coûtent cher, et l'exonération financière est accordée seulement aux parents à très faible revenu. Donc, beaucoup de parents et d'enfants ne bénéficient pas de services financièrement accessibles et de qualité.

La politique familiale prévoit le développement de 73 000 nouvelles places en services de garde d'ici l'an 2001. Les frais seront de 5,00\$ par jour, ce qui représente une économie majeure pour la plupart des familles. Toutefois, pour celles qui sont à faible revenu, l'abolition de l'exonération financière et du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde signifie qu'elles paieront jusqu'à 1 000\$ de plus par enfant, selon les calculs effectués par Ruth Rose.

Le gouvernement du Québec prétend que la nouvelle allocation unifiée sera suffisante pour couvrir ces frais additionnels. Cette affirmation ne tient pas parce que, dans son calcul, le gouverne-

«workfare». On a risqué que c'était là le territoire miné mais possible de l'économie sociale.

Il est intéressant de noter que le résultat ressemble à ce qu'on aurait pu obtenir avec une technique de recherche savante appelée cartographie de concepts: une carte de notre compréhens-

ment oublie le fait que l'allocation unifiée remplacera une bonne partie du programme APPORT et que les nombreuses familles qui utilisent actuellement ce programme n'auront donc pas plus d'argent qu'actuellement. En fait, dans le cas de presque toutes les familles monoparentales ayant deux enfants d'âge préscolaire, l'allocation unifiée pour enfants donnera moins d'argent que les programmes qu'elle remplacera. Les familles gagnant moins de 24 000\$ par année paieront plus cher pour les frais de garde et seront donc perdantes. Par exemple, une femme cheffe de famille gagnant le salaire minimum et ayant deux enfants en bas âge, subira une perte de revenu de près de 1 400\$ à cause des mesures proposées en matière de frais de garde.

Pourtant, l'un des objectifs déclarés de la politique familiale est d'offrir «aux parents les conditions... qui rendront l'occupation d'un emploi plus avantageuse que l'aide so-

sion collective de la dynamique de la production de la pauvreté.

### **Et la reproduction de la pauvreté?**

Nous poursuivons notre rencontre par un échange informel sur ce qui fait qu'on ne s'en sort pas. Le groupe, bien réchauffé par le pré-

ciiale<sup>3</sup>.» Exiger de ces parents des frais de garde plus élevés que ce qu'ils paient actuellement est un non-sens. Le moyen le plus simple de régler ce problème serait d'instaurer la gratuité des services de garde pour toutes les familles dont le revenu est inférieur à 20 000\$ par année.

Par ailleurs, la politique familiale proposée ne souffle mot des familles où l'un des conjoints — le plus souvent la mère — demeure à la maison avec ses jeunes enfants. En abolissant l'allocation de jeune enfant, le gouvernement enlève l'une des rares mesures qui visent à reconnaître ce qui est pourtant un travail à temps plein. Il y a là tout un débat de société à faire, nous en convenons. Il faudrait bien pourtant s'y mettre...

Finalement, nous sommes perplexes devant le développement fulgurant des places de garde en milieu familial par rapport aux garderies. Nous convenons que plusieurs parents préfèrent un environnement familial pour de très

cèdent exercice, énonce rapidement quelques facteurs:

1. le fait que les gens refusent de creuser plus loin pour savoir pourquoi c'est comme ça, de peur de trouver pire encore, parce que c'est déjà pas mal pesant;
2. les visières et le manque de vision des décideurs;

jeunes enfants et nous savons aussi qu'il faut tenir compte des besoins des familles en milieu rural ou de celles qui ont des horaires de travail atypiques. Mais, tout de même, 75% des places nouvellement créées le seront en milieu familial. Par rapport à 25% en garderie, l'écart est énorme!

Quel sera le statut des travailleuses en milieu familial? Pourront-elles être salariées, bénéficier de la protection des lois du travail, avoir accès à la syndicalisation? Leur salaire sera-t-il comparable à celui des travailleuses en garderie? Dans la fixation de ce salaire, tiendra-t-on compte de leur expérience acquise à la maison auprès de leurs propres enfants ou avec d'autres enfants? Les travailleuses auront-elles accès à une véritable formation avant et en cours d'emploi?

Une autre question nous préoccupe vivement: le gouvernement envisage-t-il de forcer de façon plus ou moins subtile des centaines de

3. le refus de partager la richesse;
4. l'indifférence de ceux qui pourraient changer quelque chose et améliorer la vie des plus pauvres;
5. ou, au contraire, le choix conscient et délibéré d'appauvrir;
6. la croyance en des plan-

- ches de salut pas toujours adaptées aux situations («faites comme moi, je m'en suis bien sorti, moi»);
7. l'augmentation du coût de la vie et la détérioration de la situation dans la société, qui annulent les efforts et les progrès réalisés.

Le groupe met aussi en évidence les dynamiques qui empêchent de s'en sortir:

1. des cercles vicieux (dans la sculpture vivante, la drogue/toxicomanie formait un cercle vicieux avec la maladie/accident. Les gens ont dit: «Comme il boit, il bat sa femme qui va

mères assistées sociales à occuper ce genre d'emplois? Même si nous croyons qu'il est impératif de reconnaître le travail assumé traditionnellement par les femmes à sa juste valeur, nous nous opposons à ce que toutes les femmes sans emploi soient amenées malgré elles à occuper uniquement des métiers relatifs à la prise en charge des personnes. Nous craignons aussi que la multiplication des emplois à domicile (aide domestique, garde d'enfants, bureautique...) isole les femmes, facilite peu leur accès à la formation professionnelle et leur impose des conditions de travail peu recommandables.

Pour assurer des services complets aux enfants et des conditions de travail adéquates aux travailleuses, nous privilégions l'organisation collective, sous diverses formes, de la garde d'enfants. Nous pressons le gouvernement d'aller dans cette direction et de développer le réseau des centres intégrés à la petite

enfance, en lien avec tous les partenaires concernés dans les milieux de vie et de travail.

#### **Le régime d'assurance parentale: un bon projet**

Ce nouveau régime, lorsqu'il sera mis en place, permettra à la majorité des travailleuses salariées ou autonomes, ainsi qu'à plusieurs de celles qui occupent un emploi à temps partiel, d'avoir accès à un congé de maternité payé. Il instaurera un nouveau congé de paternité payé de cinq semaines. Au total, l'assurance parentale pourra indemniser jusqu'à 30 semaines de congé alors que le régime fédéral d'assurance-emploi ne couvre généralement que 25 semaines. Bien sûr, ces progrès se réaliseront, si les négociations avec Ottawa débouchent sur un accord. Il nous faut collectivement le souhaiter.

Rappelons, en terminant, que la politique familiale ne peut être dissociée des autres réformes en cours au Québec, entre autres celle de la Sécu-

rité du revenu. La clause d'appauvrissement zéro, réclamée par les groupes communautaires au Sommet d'octobre dernier, est loin d'être appliquée par le gouvernement du Québec. Au contraire, celui-ci, malgré des discours lénifiants, continue d'adopter des mesures qui appauvrissent nos citoyennes et citoyens les plus démunis. À preuve, la politique familiale annoncée... Nous lui demandons donc que, dans un esprit de justice et de solidarité, il mette en place une politique familiale qui vienne réellement en aide aux familles à revenu faible et moyen.

16 avril 1997

1. MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF. *Nouvelles dispositions de la politique familiale, Les enfants au cœur de nos choix*, Les Publications du Québec, Sainte-Foy, 1997, 40 pages.

2. *Ibid.*, p.15.

3. *Ibid.*, p.6.

- à l'hôpital, et comme elle est à l'hôpital, il boit»);
2. un système de cases, où chacun se compare aux autres pour avoir plus (les gens ont noté les effets désastreux de la comparaison et rappelé la stratégie consistant à diviser pour régner; autrement dit, le groupe pense que le système de comparaison et de compétition maintient l'ordre établi; on pourrait dire qu'on est ici dans l'échelle sociale);
  3. la souque à la corde (on tire de part et d'autre sur la même corde économique, et tout ce que ça donne, c'est un tire-pousse qui, dans la sculpture, se déroule au-dessus de la malade, et donc de la souffrance, alors que ce sont les liens entre les gens qu'il faut privilégier).
- Après le repas du midi, nous sommes prêts pour la revue de littérature sur la reproduction de la pauvreté que nous a préparée Michel. Mais qu'est-ce que ça veut dire, la reproduction de la pauvreté?

Je risque une reformulation:

- C'est un peu comme si la pauvreté était la mère de la pauvreté.
- Quelqu'un dans le groupe fait remarquer:
- Mais la reproduction, ça se fait à deux. Si la pauvreté est la mère, qui est le père? Dans l'échange qui suivra, nous déterminerons que c'est le néolibéralisme.
- Quelqu'un dira:

- Il faudrait mettre un condom au père.

Mais que serait le condom, alors? La réponse fuse:

- L'État.

Et nous éclatons de rire:

- Mais le condom est percé! Il y a un trou dans les finances publiques!

Trouvez une meilleure explication des facteurs de reproduction de la pauvreté! L'échange qui va suivre nous fait prendre conscience que les chercheurs et les intervenants ont mis beaucoup l'accent sur ce qui fait que la pauvreté engendre la pauvreté, parce qu'on a une certaine prise là-dessus... comme on a une certaine prise sur les cheffes de famille monoparentale. On connaît les groupes à risque, les facteurs qui limitent ou compliquent l'accès à l'emploi, source majeure d'enrichissement parce qu'il est censé procurer le revenu. Mais l'autre parent économique est plus fuyant: quelle stratégie adopter pour mettre le «père néolibéral» en face de ses responsabilités? Il semble peu disposé à payer sa pension alimentaire...

Se pose alors une question fondamentale: faut-il lutter contre la reproduction de la pauvreté ou favoriser la reproduction de la solidarité? Et quels seraient les facteurs de reproduction de la solidarité? Notre réflexion nous amène à nommer toutes sortes d'actions et de conditions qui contribuent à briser l'isolement dans

lesquelles les personnes peuvent se trouver et qui permettent à ces personnes de s'organiser pour prendre leur place dans la société et faire respecter leurs droits. Il ne suffit pas de combler des besoins, de former des gens pour les rendre plus «employables». Seules, ces personnes vont rester vulnérables devant l'avidité du système néolibéral. Une grande partie de l'enjeu est ailleurs, dans l'union qui fait la force et qui en impose, qui bâtit un réseau et reconstitue le tissu social. Une autre part réside dans la reconnaissance des compétences, des forces, de l'expertise de ces personnes, compétences dont on prive la société quand on met de côté celles et ceux qui les possèdent.

Depuis un moment, Claude passe son temps à examiner la photo d'un petit bébé. Il nous explique que cet enfant est né dans son entourage à peu près au moment où sa mère à lui est morte. Il en a pris soin, comme si ce bébé lui avait dit: «Tu vois je suis là, je prends ma place, je remplace ta mère».

Lui, ça le console et ça lui donne du courage. Nous faisons le lien: nos bébés, nos idées, nos projets, les tout-petits, les réels et les symboliques, ont à prendre leur place et ils vont nous apporter du bonheur, de la consolation, de la conviction et de l'espoir. Il y a là une dynamique pour s'en sortir, une dynamique à appuyer.

Notre conseil d'experts a Centraide, à la fin de cette journée, c'est de passer des facteurs de reproduction de la pauvreté aux facteurs de reproduction de la solidarité, la solidarité étant ce qui va permettre aux personnes appauvries de prendre peu à peu du pouvoir sur leur environnement et de «sonner les cloches» au néolibéralisme. Faire naître la solidarité... je repense en écrivant ces lignes aux contes de la tradition orale où ce sont souvent les enfants qui règlent le problème subi par la génération précédente à cause de celle qui l'a elle-même précédée! C'est un phénomène qui se produit sur trois générations: les parents mangent des raisins verts, les enfants ont les dents agacées... et les petits-enfants deviennent dentistes! Faudrait-il faire naître du neuf pour sortir des cercles vicieux?

Nous prenons conscience que l'idée n'est pas en fait de passer de façon rigide du dépannage-consommation à l'action comme telle, mais d'entrer dans un processus, dans une démarche en spirale qui intègre les phases agir, réagir, alimenter: «...agir, réagir, (s')alimenter, agir, réagir, (s')alimenter, agir, réagir, (s')alimenter,... pour grandir, s'en sortir... et pouvoir en rire!» Les membres du groupe remarquent qu'il faut des gens qui en alimentent d'autres en

idées, en projets, et même en biens et en services. Quand on est nourri, ça nous donne des forces, ça nous permet de nous mobiliser. En se mobilisant, on devient capable d'alimenter d'autres personnes, de s'alimenter soi-même à partir de ce qu'on a appris. On arrive aussi à prendre de la distance, à trouver ou retrouver un certain sens de l'humour de même que le plaisir de vivre, d'être ensemble, un plaisir absolument nécessaire pour tenir! Ce coup-ci, nous venons de parler très précisément de ce que c'est, le développement. Il passe par des échanges qui ne sont pas toujours réciproques mais qui conduisent toujours à passer le relais, à transmettre, à faire évoluer les personnes et les situations.

Justement, on a passé le relais au Comité de développement social de Centraide-Québec. Les membres qui ont participé à cette journée l'ont racontée ensuite aux autres lors d'une réunion ultérieure du comité. Ça a fait son petit bonhomme de chemin dans les structures locales de Centraide: on examinera dorénavant les demandes en se demandant si l'organisme contribue à la reproduction de la solidarité.

### Épilogue

*Te rends-tu compte? Au Jeûne à relais, on parlait deux heures de*

*temps ensemble. Là, on a discuté huit heures de temps!*

*Claude*

On devrait faire davantage de théorie avec les plus pauvres. C'est une question d'épistémologie fondamentale, c'est-à-dire de rapport de la science à elle-même, à l'homo sapiens, l'humain qui peut connaître, et au monde. Faire de la théorie, c'est se donner une représentation satisfaisante, dérivée rigoureusement de l'observation de la réalité, et si possible prédictive, qui nous permet en esprit de simplifier le monde sans réduire sa complexité, pour mieux le comprendre et agir sur lui. Chaque personne a une perspective unique sur la réalité qui peut contribuer à la construction de la représentation. Si on s'en tient à une seule perspective, on prend le risque de la distorsion. En matière de pauvreté, le risque est d'autant plus grand: l'échelle sociale introduit par elle-même la distorsion des perceptions, les uns étant proches et les autres lointains. Or, qui décide de ce qui arrive aux plus pauvres? Ce sont toujours des gens qui ont un revenu plus élevé qu'eux.

Mettre ses perspectives en commun, c'est prendre le risque d'élargir son univers et de se retrouver sans se perdre avec une conscience nouvelle de la réalité qui fera qu'on ne verra plus les choses comme avant. C'est un beau risque.

Et puisque ce numéro du *Monde alphabétique* traite des causes de l'analphabétisme, ces deux expériences de partage des connaissances démontrent une chose: le fait de ne pas savoir lire et écrire — c'était le cas de quelques personnes — n'a rien à voir avec la capacité de réfléchir, d'observer, de concevoir et de penser sa société. Cela ne devient un problème que si la méthode utilisée exclut d'office certaines personnes de l'espace théorique pour des raisons de langage. Et si on reprenait l'analogie? Après tout, les deux phénomènes sont très liés. On veut éradiquer l'analphabétisme comme on veut éliminer la pauvreté. Or, si l'analphabétisme engendre l'analphabétisme, qui est, et où est l'autre parent? On pourrait voir l'analphabétisme comme un déficit d'accès à la parole commune. Pour qu'une parole soit commune, il faut être au moins deux. Deux, de part et d'autre d'une différence: c'est la condition minimale du dialogue. Alors, qui sait ce qui arriverait si on passait, dans la même veine, des facteurs de reproduction de l'analphabétisme aux facteurs de reproduction de la commune citoyenneté?

En attendant de connaître la réponse, prière de reproduire ces deux expériences autant de fois que vous voudrez.

Avec la participation, par ordre d'apparition, de Yves Rochette, Ginette Buist-Olivier, Johanne Montminy, Sandra Molloy, Lucie Lacombe, Sonia Poirier, Sylvie Fortier, Bertrand Gendron, Francine Labrecque, Michel Massé, Bernard Mongeau, Céline Turcot, Priscilla Labrecque, Roland Laperrière, Jeanne d'Arc Laplante, Nathalie Paré, Sylvain Bergeron, André Houle, Yolande Lépine, Claudia Fuentes, Marc de Koninck, Claude Garneau, de même qu'Isabelle Doneys, arrivée après la sculpture vivante et qui a participé à la suite de cette journée.

1. Le CAPMO est un groupe d'éducation populaire qui se situe au carrefour de quatre domaines de réflexion et d'action: l'actualité populaire et ouvrière, le projet de société, la solidarité internationale et la vie spirituelle des personnes engagées pour la justice sociale. Il a pour objectif de permettre aux personnes de faire des ponts entre ce à quoi elles croient et leurs engagements concrets.

2. Il faut remercier ici la Fondation Beati, grâce à laquelle nous avons pu tenter cette expérience. Cette subvention nous a fourni l'occasion de transformer nos attitudes en profondeur et d'intégrer cette année le souci d'intégrer, que nous avons appelé entre nous l'«esprit Beati».

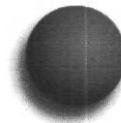
3. Nous découvrirons entre autres que cela nous oblige à adopter le ton juste. Il est plus difficile de laisser libre cours aux préjugés quand les personnes sont là. L'autre effet est de mettre en évidence la qualité de personnes à part entière des personnes appauvries.

Elles participent alors au forum, qui est la base d'un espace politique, au lieu d'en être l'objet.

4. Voir notamment WRESINSKI, Joseph: «Grande pauvreté et précarité économique et sociale», rapport présenté au nom du Conseil économique et social par M. Joseph Wresinski, Journal Officiel de la République française, Année 1987, n° 6, 28 février 1987.

5. Voir William A. NINACS, *Le développement économique communautaire au Québec: éléments de bilan*. Les actes du Colloque «Les pratiques de développement économique et communautaire (DEC) au Québec. Conjoncture et convergences» (Martine D'Amours, édité), Montréal, IFDEC, 1996, pp. 9-21.

6. Jeûne organisé juste avant le Sommet sur le devenir social et économique du Québec d'octobre 1996. Ce jeûne avait pour but, notamment, de faire adopter par le Sommet une clause d'appauvrissement zéro du cinquième le plus pauvre de la population, revendication qui a été reprise par l'ensemble du mouvement socio-communautaire. Plus de 2 500 personnes ont participé à ce jeûne à relais qui avait son quartier général à l'église Notre-Dame de Jacques Cartier à Québec. Sur place, beaucoup de personnes aux prises avec différentes situations de pauvreté se sont impliqués, de nombreux échanges ont eu lieu. Plusieurs ont tenu ensuite à poursuivre leur engagement dans d'autres activités.



## POSITION DE LA COALITION NATIONALE SUR L'AIDE SOCIALE

Selon la Coalition nationale sur l'aide sociale, qui rassemble une quarantaine de regroupements d'organismes dont trois centrales syndicales, des syndicats indépendants, des groupes de femmes, des organismes de défense des droits sociaux, des organismes de jeunes, des organismes d'éducation populaire, des organismes intervenant en santé mentale et auprès des personnes handicapées, des organismes d'insertion en emploi, des organismes militant au niveau des droits et libertés, des coalitions régionales sur l'aide sociale, des groupes religieux engagés en faveur de la justice sociale et des associations professionnelles, le projet de réforme de la sécurité du revenu comporte des lacunes importantes. La Coalition nationale sur l'aide sociale ne peut donc donner son aval à l'ensemble du projet de réforme. L'objectif du gouvernement, aussi louable soit-il, de sortir les personnes assistées sociales de la pauvreté et de leur faire réintégrer le marché actif du travail, ne pourra sûrement pas être atteint avec la réforme de la ministre Harel, telle qu'elle est présentée.

### **Non à un parcours vers la pauvreté**

Pour la Coalition nationale sur l'aide sociale, il est évident que la pauvreté est, en elle-même, le premier obstacle à l'emploi. Une personne

qui est incapable de satisfaire ses besoins essentiels tels que se nourrir, se loger et se vêtir ne possède pas tous les outils nécessaires, physiquement et psychologiquement, pour entreprendre une démarche d'insertion professionnelle vers l'emploi. Toutes les énergies et les ressources de cette personne sont accaparées par les nécessités de la survie. Cette personne dispose encore moins des ressources financières nécessaires pour effectuer une recherche d'emploi valable qui elle-même nécessite des dépenses supplémentaires (transport, photocopies, timbres et téléphone). Le projet de réforme soumis aux fins de la présente consultation ne s'attaque pas à cette barrière de la pauvreté. Bien au contraire, plusieurs éléments proposés sur le plan de l'aide financière viendront aggraver la situation des familles, des jeunes et des personnes de 55 à 59 ans.

C'est pourquoi l'une des premières revendications de la Coalition concerne le droit à un revenu décent, peu importe l'aptitude ou l'inaptitude au travail. Nous refusons donc toute catégorisation fondée sur ces concepts qui ne se justifie pas d'un point de vue strictement économique. Le prix du loyer, de la nourriture, des vêtements, de l'entretien ménager, des soins personnels, des communications, de l'ameublement, du transport et des

loisirs est le même pour toutes et tous sur le marché. Nous refusons également cette catégorisation sociale de plusieurs groupes de citoyens et citoyennes présentant des contraintes à l'emploi, notamment des personnes ayant un handicap, un problème de santé mentale, une déficience intellectuelle et d'autres limitations fonctionnelles. Cela va à rencontre également de tout le travail d'intégration sociale réalisé par ces citoyens et citoyennes depuis plus de 20 ans.

Dans la perspective d'un revenu décent pour toute personne dans le besoin, la Coalition demande, à court terme, que le gouvernement commence par accorder, minimalement et de manière permanente, une prestation qui correspond aux besoins essentiels reconnus à l'annexe 12 du *Livre vert*, ainsi que la couverture des besoins spéciaux réels. Cela veut dire que les barèmes actuels du programme Soutien financier devrait devenir la base de référence.

### **Oui à un parcours volontaire**

En ce qui concerne le volet aide à l'emploi du projet de réforme, la Coalition est d'accord avec une approche qui fait appel aux collectivités locales, par l'entremise des Conseils des partenaires, en autant que ceux-ci soient assurés des ressources financières nécessaires,

## NON A UN PARCOURS VERS LA PAUVRETÉ OUI À UN PARCOURS VOLONTAIRE VERS L'EMPLOI OUI À UNE DÉMOCRATISATION DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ DU REVENU

de l'exercice de leur rôle, et qu'ils aient un réel pouvoir décisionnel.

En ce qui touche au Parcours d'insertion, de formation et d'emploi, le *Livre vert* reste peu explicite sur les moyens qui seront mis en place pour le rendre opérationnel et efficace. En effet, étant donné que les agents sont présentement débordés en raison du nombre de dossiers à gérer et qu'ils ne parviennent à consacrer que 15 % de leur temps de travail au développement de l'employabilité, comment sera réorganisé le travail pour qu'ils puissent investir davantage de temps au soutien à l'emploi? Y aura-t-il embauche de ressources humaines supplémentaires? Quelle formation sera donnée aux agents d'aide socio-économique, spécialisés principalement dans la gestion et le contrôle des revenus des personnes, pour qu'ils deviennent des conseillers en emploi?

Toujours en rapport avec le Parcours, la Coalition demande à ce que la participation se fasse sur une base volontaire parce que les personnes assistées sociales sont désireuses de réintégrer le marché de l'emploi: leur participation massive aux mesures d'employabilité en est d'ailleurs la meilleure preuve; deuxièmement, le contexte de l'emploi ne le justifie pas et troisièmement, la fonction de conseiller en emploi, qui doit reposer sur un rapport de confiance, doit être disso-

ciée de tout élément de contrôle. Dans un souci d'intégration de la main-d'œuvre de la sécurité du revenu à l'ensemble de la main-d'œuvre québécoise, il nous apparaît discriminatoire de soumettre ce secteur de la main-d'œuvre québécoise à des règles du jeu différentes de l'ensemble de la main-d'œuvre.

La Coalition demande également à ce que les parcours ne soient pas axés uniquement vers l'emploi salarié: un cul-de-sac assuré dans le contexte actuel du marché de l'emploi. Nous demandons que soit reconnue l'implication sociale des personnes. Pourquoi ne pas reconnaître le travail effectué dans le cadre d'activités communautaires, de bénévolat, pour des groupes de femmes ou pour tout autre organisme voué à la communauté? Cette reconnaissance ne serait-elle pas justement un pas dans la bonne direction pour aider réellement les personnes assistées sociales à reprendre confiance en elles?

### **Oui à une démocratisation du système de sécurité du revenu**

Pour y parvenir, la Coalition demande que l'expertise des personnes elles-mêmes soit reconnue, que des mécanismes d'évaluation indépendants soient mis en place, que l'on définisse les droits des personnes, que l'on mette en place des recours indépendants à tous

les niveaux, et que l'on reconnaisse également les groupes de défense des droits des personnes assistées sociales dans le respect de leur autonomie.

### **Conclusion**

Selon la Coalition, «si l'aide sociale est un baromètre des importants changements qu'a subis le marché du travail au cours des dernières années<sup>1</sup>», la présente réforme doit être considérée également comme un baromètre de nos choix et de nos priorités de société. Pendant combien de temps encore, comme société, allons-nous nous fermer les yeux sur la crise structurelle de l'emploi et refuser à ceux et celles qui sont exclus du marché du travail salarié, le droit de vivre décemment et d'être des citoyens et citoyennes à part entière? Voilà, à notre avis, la question fondamentale qui se pose à nous et à laquelle, malheureusement, le *Livre vert* ne répond que par ce qui semble être davantage une somme d'exclusions plutôt qu'un exercice de justice sociale et d'équité pour l'ensemble de la population québécoise.

1. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Un parcours vers l'insertion, la formation et l'emploi.*, Document de consultation, 1996, p.13.